

MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE

SECRETARIAT GENERAL

109, av. des Nerviens - 1040 Bruxelles

NOTE D'INFORMATION

Le 2 mai 1975

5/75

Aux Membres du Comité Directeur

Aux responsables nationaux et régionaux

L'UNITE POLITIQUE EUROPEENNE VERS UNE RELANCE FRANCO-ALLEMANDE ?

Pour son premier voyage officiel à l'extérieur de la République fédérale d'Allemagne, le Président Walter Scheel avait choisi la République française. Certains observateurs ont vu dans ce choix et dans l'accueil cordial et enthousiaste que le gouvernement français a réservé au Président Walter Scheel une certaine idée de ce que pourrait être une nouvelle relance de l'Europe politique, laquelle, comme il y a 25 ans lors de la Déclaration de Robert Schuman, serait basée sur une entente franco-allemande ouverte à tous les autres pays démocratiques de l'Europe.

Certains observateurs considèrent que cette "idée" s'adresse particulièrement aux pays membres de la Communauté Européenne tout en laissant la porte ouverte à une ultérieure participation des pays qui, réunissant les conditions essentielles de la démocratie parlementaire et représentative, voudraient participer à une organisation politique intégrée de l'Occident européen.

Les propos tenus à Paris, le 22 avril par le Président de la République fédérale d'Allemagne, Walter Scheel, et par le Président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, sont significatifs du désir des deux hommes d'Etat d'aller au-delà de la situation actuelle de l'Europe communautaire en lui donnant un poids politique supérieur à tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour.

Nous avons considéré utile de reproduire certains extraits des différentes allocutions, en attendant que d'autres précisions nous permettent de faire connaître plus en détail les développements - si développements il y a - des prises de position des deux éminents hommes d'Etat.

Voici quelques extraits des déclarations du Président Valéry Giscard d'Estaing :

"On ne peut plus compter le nombre de visites que vous avez rendues à Paris en qualité de vice-chancelier et de ministre des affaires étrangères, mais celle-ci est la première visite que vous accomplissez en votre nouvelle qualité de président de la République fédérale d'Allemagne, à laquelle nous unissons les liens les plus étroits, soit entre nous, soit au sein de la Communauté européenne.

L'Europe doit s'affirmer

"De leur résolution, de leur action, de leurs efforts communs menés naturellement avec nos partenaires, il dépend que l'Europe existe telle que nous l'aimons, et telle aussi que le monde attend confusément qu'elle s'affirme.

"Qui d'entre nous ne pressent ce désir de l'opinion mondiale de voir surgir enfin une Europe qui, parce qu'elle est réconciliée, connaîtra les chemins de la paix, qui, parce qu'elle a mis fin au colonialisme, saura nouer l'indispensable dialogue avec le tiers-monde.

"C'est une constatation historique que d'affirmer que l'organisation de l'Europe doit déjà beaucoup à l'entente franco-allemande. De même, la détente qui a commencé à s'établir d'une extrémité à l'autre de notre continent a-t-elle été facilitée par la politique dont la France, puis la République fédérale, ont pris l'initiative.

Des responsabilités particulières

"Combien, cependant, reste à faire pour que l'Europe prenne véritablement conscience d'elle-même, du rôle qu'il lui appartient de jouer dans le monde et qu'elle est peut-être seule à pouvoir remplir. Si l'Europe existait (...), sans doute pourrait-elle contribuer à ce que cessent ici les drames de la misère et de la faim, et là les cruelles tragédies de la guerre, pour que les conseils de la sagesse et de la tolérance l'emportent sur les tentations de la violence, pour que le goût du dialogue prévale sur la trouble séduction de la force. Si l'Europe existait (...), sans doute les valeurs de la civilisation libérale, dont elle donna le modèle et dont elle demeure le foyer, serviraient-elles à bâtir un monde plus juste, plus humain et plus heureux. Nos deux pays, qui ont enrichi le patrimoine de l'humanité de tant de chefs-d'oeuvre, ont à cet égard des responsabilités particulières."

Le Président Walter Scheel, de son côté, a dit :

"... Nous devons, et d'autres avec nous, nous rappeler que l'Europe tire elle aussi un profit durable de la communauté franco-allemande (...)

"La communauté d'intérêts politiques entre la France et l'Allemagne est devenue aujourd'hui un facteur politique de stabilisation de l'Europe des Neuf. Notre coopération est la condition centrale de nouveaux progrès dans la voie de l'union européenne."

(...) "Quiconque tire des leçons des expériences amères du passé, et quiconque est capable de lire les signes du temps, sait que l'heure est venue de se serrer les coudes pour les voisins de part et d'autre des Alpes, du Rhin et de l'Atlantique."

"Les égarements et les périls qui menacent notre monde sont grands, mais les forces spirituelles de la vieille Europe et les talents de nos peuples sont également puissants. Les hommes seront prêts au travail, au sacrifice et à la fraternité, dès lors qu'ils reconnaîtront les défis à leur mesure.

Un dialogue européen

"Paris n'est pas seulement le coeur et la capitale de la France. C'est une métropole de l'esprit européen. Et si l'Allemagne et la France se rencontrent aujourd'hui dans cette ville, leur dialogue ne saurait porter sur nos deux pays seulement : ce doit être un dialogue européen (...)

"Nous avons tous senti, ces derniers temps, trembler le sol sur lequel la Communauté doit construire : à l'extérieur, les profondes perturbations du système monétaire international et des échanges, la pénurie d'énergie, l'apparition d'une crise alimentaire dont nous ne pouvons encore mesurer l'étendue ; à l'intérieur, l'insécurité sur l'appartenance britannique à la Communauté et le danger d'un relâchement des liens au sein de la Communauté, ces liens que nous estimions définitifs. (...)

De meilleures chances...

"Pour avoir vraiment un sens, les acquis de la Communauté doivent offrir à chaque citoyen de meilleures chances d'existence et une plus grande justice sociale, et devenir la base ferme d'une politique commune, notamment sur le plan des affaires extérieures, de la coopération et de la sécurité.

Une véritable Communauté

"Une politique extérieure vraiment européenne n'est pas compatible avec la finasserie d'une diplomatie classique qui, à chaque pas accompli vers plus de communauté, cherche à obtenir des partenaires un avantage national supplémentaire. Une politique commune à l'extérieur et sur le plan de la sécurité exige, en outre, que l'on renonce à toute aspiration d'hégémonie. Hégémonie et pensée communautaire s'excluent l'une l'autre. (...)

L'Alliance Atlantique

"Ce n'est pas encore une question de vie ou de mort de savoir si nous voulons continuer à édifier l'Europe ou si nous y renonçons. Il y a des gens qui pensent que la sauvegarde de la paix mondiale est seulement l'affaire des super-puissances. Il y a des gens qui pensent que l'Europe n'a pas besoin, à côté de ses propres soucis, de se charger encore de ceux des pays lointains en voie de développement.

"Il y a des gens qui considèrent comme un luxe d'avoir un propre potentiel de défense, qui croient présomptueux que nous nous sentions, par exemple, en partie responsables du système alimentaire dans le monde.

"Certes, l'Europe ne sombrera pas encore aujourd'hui si nous nous dérobons à ces responsabilités. Le réseau de sécurité que nos alliés atlantiques ont noué en commun avec les Européens de l'Ouest continue d'exister. Mais l'association atlantique doit elle aussi faire ses preuves dans les mutations politiques du monde moderne. Si cette association vitale entre partenaire manque à sa tâche parce que les Européens ne deviennent pas un partenaire à la hauteur de ses responsabilités, c'est à d'autres, et non à nous, qu'il appartiendra de décider du destin de l'Europe." (...)

Nous avons besoin d'une Constitution européenne

"Nous ne pouvons attendre que l'union européenne nous tombe un jour dans les mains comme un fruit mûr. Que faut-il donc faire ? L'Europe doit se donner les institutions et les compétences nécessaires pour être capable d'agir, et elle doit le faire sans tarder. Quiconque veut sérieusement l'union européenne doit savoir qu'elle a besoin d'une Constitution claire qui serve de base à une politique étrangère et économique commune, à une défense commune. Et pour mettre cela en oeuvre, il n'est pas besoin de nouvelles séries de conférences, de nouvelles bureaucraties. Seule la volonté politique est nécessaire, et elle n'a besoin que de la légitimation démocratique." (...)

M. JEAN MONNET MET FIN AUX ACTIVITES DU
COMITE D'ACTION POUR LES ETATS-UNIS D'EUROPE

M. Jean Monnet, président du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, a rendu public le texte de la lettre qu'il a adressée aux membres du Comité le 15 avril dernier. Elle est ainsi conçue :

"Voici vingt ans que nous travaillons ensemble, partis de gouvernement, partis d'opposition, syndicats ouvriers, réunis dans le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe.

En ce qui me concerne, je désire prendre un temps de réflexion et de repos. J'ai commencé à écrire un livre qui, j'espère, aidera à comprendre ce que nous avons fait, la philosophie de l'idée et les raisons profondes qui ont poussé nos pays à l'unification européenne. Je cesserai mes fonctions de président du Comité le 9 mai, vingt-cinquième anniversaire de la proposition de haute autorité et de mise en commun du charbon et de l'acier.

Au moment d'aller informer de mes projets personnels les membres du Comité, et leur demander leurs avis et suggestions en ce qui concerne notre Comité, je suis tombé malade, et, M. Max Kohnstamm et M. Jacques Van Helmont ont donc, de ma part, informé et consulté les membres les plus anciens du Comité.

De ces échanges de vues, qu'ils viennent d'achever, se sont progressivement dégagées deux conclusions.

Nous avons eu le rare privilège de contribuer directement à ce qui, au début, n'était qu'une idée et qui est en train de devenir une réalité vivante qui est la grande oeuvre de notre époque : l'union des pays d'Europe. Après avoir travaillé efficacement durant vingt ans aux côtés des institutions communes à rapprocher les peuples européens dans la liberté, le Comité prendra fin le 9 mai 1975.

La plupart d'entre vous pensent qu'il est important de maintenir dans l'avenir les précieuses relations personnelles qui se sont établies au cours des années au sein du Comité. M. Max Kohnstamm vous écrira à ce sujet. Il en a déjà parlé à M. Tindemans, qui prépare le rapport sur l'union européenne demandé par les chefs des gouvernements."

Josep SANS,
Secrétaire Général.